

On va, paraît-il, repenser le monde. Est-ce à dire réorienter nos sociétés vers une meilleure maîtrise du progrès, vers le respect des autres, des espèces et des espaces, vers un partage des pouvoirs avec des intelligences collectives ?

Le doute subsiste sur des résolutions prises sous l'empire d'une pandémie. La menace pousse à reconnaître des erreurs et à promettre. Mais le soulagement qui suivra la peur ne jettera-t-il pas les gens dans les bras de l'inconfort passé ?

A moins que les crises économiques et sociales, générées par la crise sanitaire mondiale du *coronavirus*, soient traitées comme une crise de civilisation. Essayons d'y croire ! Sous réserve d'une prise de conscience préalable.

Pour l'anthropologue britannique, Jacques Goody (1919 – 2015), c'est plus par le social que par le biologique que se relèvent les défis culturels. La communication humaine, par la multiplication des échanges, a fait émerger la conscience. Le sens pour autrui et en retour pour soi-même : « Lorsqu'on étudie les prodigieuses réalisations humaines, il est essentiel de tenir compte de la nature de la culture acquise en grande partie grâce au langage... C'est grâce à la communication que les comportements humains ont pu évoluer... En se dotant d'abord d'une culture, puis d'une civilisation, enfin d'une vie urbaine... Au-delà des modes de production, les modes de communication sont essentiels dans la définition de l'espèce humaine ».

Or la mondialisation ne fait que détourner plus encore des usages de l'information. Elle est faussée, de plus en plus univoque, octroyée *top down*, sur les modes de la promotion ou de l'injonction, peu attentive à l'autre et à la relation, donc bien éloignée d'une réelle communication, du partage, du dialogue et du débat, essentielle à une démocratie.

Quelles que soient, après les crises, les réformes, les mutations nécessaires ou les indispensables évolutions des comportements, rien ne pourra changer sans l'adhésion des citoyens. Car il s'agit, non seulement de la protection de leur santé et de leur sécurité, mais aussi de leur accès à l'emploi, de leurs revenus, de leurs loisirs, de la qualité de leur vie, des choix de développement pour leur avenir et pour l'avenir de leurs enfants.

Il manque à la communication d'être *bottom up*, vers les gouvernants. La société doit exprimer, autrement que par réaction, ses attentes, ses espoirs. Elle doit participer à la construction de l'offre politique. Les décideurs se heurtent-ils à des règles du jeu mondiales : marchandisation, quêtes individuelles de profits immédiats, gâchis des ressources de la planète ? Ce n'est qu'avec des appuis citoyens que s'ouvriront les chemins de la coopération et de la solidarité.

Relever ces défis et mériter de durables approbations populaires, c'est vouloir une autre communication politique**. Gouverner c'est prévenir, anticiper et faire savoir, dire la vérité et dialoguer (Mendès France), reconnaître la complexité des choses et faire appel à la lucidité des gens (Rocard). La crise du Covid-19 vient de nous rappeler que des annonces – à propos de la disponibilité de masques – si elles ne sont pas concomitantes avec des actes, peuvent ruiner la confiance.

En dépit des démagogies populistes et des irresponsabilités politiciennes qui poussent les exécutifs – et l'État - à jouer les supermen, il faudrait faire le pari de publics et d'opinions adultes. Il faudrait se concerter sans taire les contradictions de notre société. L'authenticité de la relation des pouvoirs avec les citoyens permettrait de les associer aux difficultés de l'exercice du pouvoir. La voie serait alors de vivifier la démocratie représentative en la rendant participative.

* Fondateur de *Communication publique*, ancien président de la Commission Nationale du Débat Public, conseiller de Michel Rocard, chargé de sa communication (1974 – 1988), ancien élu local et régional (I-d-F). < www.pierrezemor.fr >

** Voir les travaux et rencontres (2017/19) et le Cahier www.pouruneautrecommunicationpolitique.com.